

SESSION 2003

1/3

ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 3 heures - Coefficient : 1

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

I – COMMENTAIRE DE TEXTEVous disposez du texte joint en *annexe* :

- "De la transition à l'adhésion"

À l'aide du **texte** et de vos **connaissances**, vous vous demanderez, dans un développement construit, quels sont les enjeux et risques liés à l'élargissement de l'Union Européenne en 2004.

II – QUESTIONS

1. Le profit dans l'entreprise : justification théorique et répartition.
2. La sous-traitance : formes, avantages et inconvénients.

Barème :

Commentaire de texte:	12 points
Première question :	4 points
Deuxième question :	4 points

De la transition à l'adhésion

Transition d'abord, adhésion ensuite. Telle était la ligne de conduite de l'Europe vis-à-vis des pays de l'Est pendant les années 90. Dit autrement : l'intégration politique devrait être l'aboutissement d'une intégration économique réussie. Pendant ce temps, la perspective de rejoindre les Quinze a constitué pour les Pays d'Europe centrale et orientale (Peco) une puissante motivation, orientant les réformes des gouvernements, légitimant les efforts des populations. Aujourd'hui, la promesse de l'intégration politique doit être tenue ; mais l'intégration économique, elle, n'a que très partiellement rempli les siennes.

Le principe de l'ancrage économique des Peco à l'Union est décidé dès 1991. Les premiers accords d'association sont conclus au milieu du chaos créé par l'introduction de la libéralisation des prix dans des systèmes économiques planifiés et au creux d'une récession d'une ampleur telle qu'aucun pays en paix n'en avait jamais connu. Les obstacles aux échanges entre les Quinze et les Peco sont progressivement démantelés, au point que l'essentiel de la libéralisation commerciale dans le domaine industriel est aujourd'hui accompli. Le commerce extérieur des pays de l'ex-Comecon (en français Conseil d'assistance économique mutuel) se réoriente radicalement vers l'Union. Les exportations des Peco vers l'Europe occidentale ont progressé de 15 % par an en moyenne dans les années 90. Désormais, de 60 % à 80 % de leurs échanges sont réalisés avec les Quinze.

Cette intégration commerciale est cependant profondément asymétrique. Alors que 70 % des exportations des Peco sont destinés à l'Union européenne, celle-ci ne compte sur leurs achats que pour 4 % de ses exportations. Les pays de l'Est sont donc extrêmement sensibles à la conjoncture des pays d'Europe occidentale, alors que la réciproque n'est pas vraie. Élément de vulnérabilité supplémentaire, ces échanges se soldent par un déficit courant structurel dans tous les Peco, ce qui les rend très dépendants des entrées de capitaux étrangers.

Dynamiques inégalitaires.

Surtout, les bénéfices tirés de l'intégration économique sont très inégaux selon les pays et les secteurs. A cet égard, une variable paraît jouer un rôle crucial : l'investissement direct étranger (IDE). [...].

Au sein même de chaque pays, le degré d'intégration commerciale et financière segmente une économie à plusieurs vitesses. D'un côté, les entreprises investies par les capitaux étrangers, modernisées, productives, profitables et tournées vers l'exportation. Elles font parfois une concurrence bien difficile à soutenir au secteur concurrentiel national, dont le développement est pourtant la condition d'une croissance équilibrée.

A l'autre extrême, des secteurs entiers de l'économie qui survivent bien plus qu'il ne croissent : les industries lourdes, surdimensionnées et improductives, encore largement subventionnées par l'Etat, et l'agriculture. La modernisation du secteur agricole reste à faire. Des micro et petites exploitations de semi-subsistance fournissent encore près de la moitié de la production. L'agriculture occupe au moins un cinquième des actifs en Pologne, alors qu'elle fournit moins du vingtième de la valeur ajoutée. En Roumanie, la part de l'emploi agricole atteint 45 %, un niveau quasiment préindustriel !

Autant dire que les économies des Peco sont encore très loin du modèle ouest-européen, en termes de productivité comme de structures. La part de la valeur ajoutée produite par les services reste nettement en deçà de la moyenne communautaire, même si elle a progressé depuis le début de la transition. Les Peco portent toujours la marque du modèle de modernisation soviétique, non seulement par le poids de l'industrie, mais aussi par l'organisation spatiale de la production, caractérisée par une forte spécialisation géographique. Dans ces conditions, les disparités sectorielles se transforment vite en profondes inégalités régionales. Capital, emploi, richesse se polarisent dans certaines zones, notamment autour des capitales, tandis que d'autres régions sont à la dérive. Seules des politiques communautaires puissantes peuvent permettre de ressouder cette fracture au sein même de ces pays.

Un chômage persistant.

Le fossé qui se creuse entre les secteurs et les territoires partage aussi les populations. Les inégalités ont augmenté dans tous les Peco depuis le début de la transition, d'autant plus que les pays sont plus pauvres. [...].

Une intégration économique réussie ne peut reposer sur la seule grâce des marchés. La manne financière des investissements privés, si elle contribue au décollage de certaines régions, accentue aussi les dynamiques inégalitaires. C'est pourquoi un couplage adéquat entre les flux de capitaux privés et les apports de fonds publics s'impose. Puisqu'il est désormais évident que c'est à l'intérieur de l'Union européenne que les Peco effectueront l'essentiel de leur convergence réelle, l'Europe doit repenser ses politiques pour faire face au défi de l'hétérogénéité.